

«2014 doit être une année de combats et de résultats» : la tribune d'Harlem Désir dans Le Monde le 13 janvier 2014

Pour les socialistes, 2014 doit être une année de combats et de résultats. Lors de ses vœux du 31 décembre, le Président de la République a fixé avec force les priorités : l'emploi, par la relance de l'activité des entreprises car le chômage de masse mine notre société ; le redressement productif de notre pays, condition de la sauvegarde de notre modèle social ; la transition énergétique, indispensable à une planète préservée pour les générations futures ; la réorientation des politiques européennes, pour soutenir la croissance et peser dans la mondialisation.

Il n'y a pas de tournant, mais le prolongement et l'approfondissement pleinement assumé des choix réalisés depuis le premier jour du quinquennat. Ils ne sont pas séparables du moment historique dans lequel s'inscrit notre pays : relever les défis d'un monde qui change et qui ne sera pas celui d'avant la crise, et en même temps consolider les valeurs fondamentales de notre pacte républicain, social et démocratique.

MENER LA BATAILLE DE LA TRANSFORMATION

Cette tâche est d'autant plus impérative que le legs d'une décennie de droite pèse lourdement sur la France et les Français. La crise que nous affrontons est celle de la compétitivité, des finances publiques, mais aussi de la confiance perdue dans la parole publique. Nous ne pouvons nous y résigner. Dès lors, l'enjeu collectif est clair. Il s'agit d'accélérer la transformation économique pour renforcer les potentiels de notre pays, de ses entreprises, mais aussi de chacun. Et donc les solidarités.

Il faut mener cette bataille de la transformation, c'est à dire du progrès économique et social pour nous indissolublement liés, contre les forces de régression et de restauration qui ne cessent d'opposer l'un à l'autre. Nous ne croyons pas à une sortie de crise sans changement, mais nous ne croyons pas davantage à une sortie de crise sans solidarité, ou au prix du démantèlement de notre modèle social et républicain. Ce n'est pas un social-libéralisme, mais un socialisme de production, d'innovation, d'éducation, d'écologisation que nous proposons.

Il suppose de bâtir de nouveaux contrats dans le cadre national, comme au plan européen et à l'échelle mondiale. L'action, elle est, évidemment, d'abord celle qui se déploie dans le cadre de l'État-nation. Le volontarisme économique est notre mot d'ordre, l'implication des partenaires sociaux est notre méthode. Le redressement productif passe par des outils comme la Banque Publique d'investissement, mais aussi par des réformes favorisant l'initiative dans le secteur marchand. C'est le sens du pacte de responsabilité proposé par le Président aux entreprises pour lutter contre le chômage. Les partenaires sociaux devront être associés à la définition des contreparties en terme d'emploi, de formation, d'investissements.

LA RÉNOVATION DE L'ACTION PUBLIQUE, UN LEVIER INDISPENSABLE

La clé du monde nouveau, c'est la montée en gamme en tous domaines : elle passe par plus de recherche, d'éducation, d'innovation. Elle nécessite l'accès de tous au savoir et le droit à la formation tout au long de la vie. Elle doit viser une meilleure répartition des revenus, qui contribue à soutenir la demande : c'est le sens de la réforme juste de la fiscalité déjà engagée et de la réduction des dépenses contraintes pour les ménages modestes et moyens.

Quant à la rénovation de l'action publique, elle constitue un levier indispensable. La puissance publique doit être transformée pour être préservée. Plutôt que dépenser plus, il faut se concentrer sur les missions essentielles de service public et de solidarité. C'est à la gauche de la faire car les déficits du service public comme ceux de la protection sociale finissent toujours par être les arguments de ceux qui veulent s'en débarrasser. L'ensemble de ces chantiers, engagés dès le printemps 2012, supposent que soient forgés trois contrats d'avenir : entre l'Etat et le marché, entre le capital et le travail, entre l'économie et l'environnement. Leur définition et leur déploiement passent par une méthode : unir démocratie politique et démocratie sociale.

Au plan européen, l'ambition des socialistes est la réorientation de l'Union. Depuis vingt mois, la France est à l'avant-garde de la relance européenne : qu'il s'agisse du soutien à

la croissance, de la stabilisation de la zone euro, de la garantie jeunes pour l'emploi, de la lutte contre les pratiques abusives en matière de travailleurs détachés.

Il faut aller plus loin. Le Parti socialiste a formulé des propositions : coordination accrue des politiques économiques au sein de la zone euro, harmonisation fiscale – commençons par l'imposition des entreprises – et sociale – nous plaçons pour un socle commun de droits sociaux et un salaire minimum européen –, communauté européenne de l'énergie, plan d'investissements d'avenir dans les réseaux de transport, le numérique, l'enseignement supérieur, réciprocité commerciale dans les échanges avec les autres puissances, renforcement démocratique. Leur mise en œuvre se trouvera renforcée par l'arrivée d'une majorité de gauche au Parlement européen et l'élection d'un Président progressiste, Martin Schulz, à la tête de la Commission. C'est l'enjeu décisif des élections du 25 mai.

RÉGULATION DE LA POLITIQUE MONDIALE

Enfin, à la mondialisation économique doivent répondre les progrès de la régulation politique mondiale. Trois défis s'imposent. Pour assurer la sécurité internationale, renforcer les réponses coordonnées pour assurer le respect du droit international, les missions de paix sous mandat de l'ONU, l'action pour le développement et les transitions démocratiques. Pour encadrer et faire reculer la finance internationale, agir inlassablement contre l'évasion fiscale, et édifier une taxe sur les transactions financières. Pour combattre le changement climatique, obtenir un accord ambitieux de limitation des gaz à effet de serre lors la conférence de Paris, en 2015.

Tels sont nos objectifs. Ils inspirent les grandes politiques menées. Nous voulons apporter une contribution à une nouvelle synthèse de l'économie, du social et de l'écologie. La droite n'a pas de réponses, refuse de dresser l'inventaire de ses responsabilités passées et ne privilégie que la critique ou la posture. Ses propositions brutales de liquidation sociale déconstruiraient la société française. Au fond, le choix pour la France existe entre quatre politiques : la revanche libérale par le démantèlement social, la fuite en avant budgétaire au mépris de notre souveraineté, le repli nationaliste ou, comme nous le proposons et le réalisons, la recherche de nouveaux équilibres.

L'AMBITION DE LA TRANSFORMATION CONTRE LA RÉGRESSION

Cette année, les socialistes se fixent plusieurs missions : soutenir l'action de réforme, en participant à la définition des mesures à prendre, en expliquant leur cohérence, en étant à l'écoute des Français ; réaliser la plus large mobilisation pour les élections municipales, en valorisant les politiques publiques de gauche, solidaires et innovantes ; permettre l'alternance au Parlement européen pour réconcilier les peuples avec l'Europe ; porter l'étendard du progrès en menant l'offensive politique et culturelle contre le bloc réactionnaire qui, à l'extrême droite et au sein de la droite extrémisée, se mobilise contre les progrès de l'égalité, les avancées de la science, la laïcité, ou plus récemment contre l'avortement ; poursuivre la rénovation des pratiques politiques – c'est au Parti socialiste que notre démocratie doit les primaires citoyennes et le renforcement du non-cumul des mandats ! ; réaliser l'unité des forces de gauche, de la société et de la jeunesse.

Pour porter cette ambition de la transformation contre la régression, les socialistes feront preuve de courage dans l'action, d'unité dans les combats et mettrons toute la force de leur conviction au service du redressement du pays.